Organisations Professionnelles Agricoles et Décentralisation : Cas des Groupements d'Éleveuses et d'Éleveurs en Haute-Guinée Ouest (Guinée-Conakry)

Michel Bouy, Jo Dasnière et Florent Loua

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/527>

DOI : 10.4000/apad.527

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1998

Référence électronique

Michel Bouy, Jo Dasnière et Florent Loua, « Organisations Professionnelles Agricoles et Décentralisation : Cas des Groupements d'Éleveuses et d'Éleveurs en Haute-Guinée Ouest (Guinée-Conakry) », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 16 | 1998, mis en ligne le 06 octobre 2006, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/527> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.527>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

Organisations Professionnelles Agricoles et Décentralisation : Cas des Groupements d'Éleveuses et d'Éleveurs en Haute-Guinée Ouest (Guinée-Conakry)

Michel Bouy, Jo Dasnière et Florent Loua

Introduction

- 1 Vétérinaires sans frontières et l'Entraide universitaire pour le développement (EUPD) ont mis en œuvre de 1990 à 1998 un projet d'appui à l'élevage et à la gestion des ressources naturelles en Haute-Guinée Ouest ¹, dans lequel la composante appui aux organisations paysannes a été importante (Bouy 1997).

Élevage, gestion des ressources naturelles et organisations paysannes

- 2 Les actions dans le domaine de l'élevage (santé animale, vulgarisation) ont été menées au travers de groupements d'éleveurs, puis de groupements d'éleveuses, directement nés de l'intervention du projet. De très nombreuses actions d'accompagnement de ces groupements (alphabétisation, formations en gestion, en animation, formation de "leaders", échanges et visites) ont permis une consolidation progressive de ces organisations. Dans les deux dernières années du programme de nouvelles organisations ont vu le jour, de façon beaucoup plus spontanée : organisations fédératives de groupements d'éleveurs et d'éleveuses (coordinations sous-préfectorales, unions préfectorales) et organisations intermédiaires (associations d'alphabétiseurs (euses) villageois).
- 3 La problématique de la gestion des ressources naturelles a été abordée par la maîtrise des feux de brousse, puis le reboisement. La formation de gestionnaires de feux a été suivie de la création de comités de gestion des ressources naturelles villageois, rapidement intégrés de fait dans les groupements. Dans ce domaine aussi, des organisations regroupant dix à vingt villages et ayant une identité historique

commune, ont vu le jour les deux dernières années : association de gestion de terroirs et association pour le reboisement.

Le projet et l'Etat : proximité et distance

- 4 Hormis pendant la première année, le projet est intervenu largement en marge des services déconcentrés de l'Etat (élevage, forêts et faune). L'équipe d'animateurs EUPD ² basée directement dans les villages a mis en place directement toutes les activités du projet. Les relations avec les services déconcentrés ont toujours existé, plus ou moins importantes selon les préfectures, mais plutôt sur une mode d'information/concertation assez lâche.
- 5 A l'inverse, le projet a été impliqué dès le départ dans une concertation suivie avec la direction nationale de l'élevage (DNE) et surtout une de ses sections, la SAGE (section d'appui aux groupements d'éleveurs). Cette concertation a connu des hauts et des bas mais s'est poursuivie pendant les neuf années du projet. Il en a résulté que :
 - A partir des réalisations de terrain, le projet a influé sur la définition de la politique nationale de l'élevage en matière d'organisations d'éleveurs : reconnaissance *de facto* des auxiliaires d'élevage, mode de reconnaissance des groupements d'éleveurs et d'éleveuses, etc.
 - Parallèlement, les actions du projet ont appliqué les grands principes de cette politique nationale.
- 6 Les liens proches avec la DNE ont permis que les activités du projet soit globalement acceptées par les services déconcentrés, même si elles entraînaient la perte de certaines prérogatives pour ces services.

Projet et décentralisation

- 7 Tout au long des huit années d'intervention, le projet a largement ignoré les structures nées de la politique de décentralisation (CRD ³). L'approche essentiellement technique de VSF/EUPD et la faible existence réelle des CRD ont largement favorisé ce phénomène.
 - 8 Non impliquées en tant que telles, les structures de la décentralisation l'ont tout de même été au travers des individus qui les composent, bien souvent membres des groupements d'éleveuses et d'éleveurs.
- La décentralisation en Guinée
- 9 C'est à l'avènement de la Deuxième République, après 1984, que commence à se mettre en place une politique de décentralisation sous l'impulsion des nouvelles autorités d'Etat et des organisations internationales (Robert 1996).
 - 10 Cette politique se traduit entre 1989 et 1993 par la mise en place des Communautés Rurales et Communes Urbaines de Développement (CRD et CUD). Ces instances sont constituées d'un conseil communautaire élu et représentatif des districts et des quartiers.
 - 11 Le développement socio-économique constitue leur principal mandat et leur autonomie financière doit venir d'un pourcentage de l'impôt perçu localement : taxe d'habitation, foncière, sur les armes à feu, etc. (Tounkara 1996). 38 CUD et 308 CRD sont ainsi mises en place en Guinée.
 - 12 L'étendue géographique des CRD recouvre les sous-préfectures. Un secrétaire communautaire nommé par le préfet doit venir en appui au conseil communautaire, et particulièrement à son Président et son Trésorier.

- 13 Après 10 ans, le bilan de cette décentralisation est mitigé. Les CRD souffrent d'un manque de moyens financiers et d'une faiblesse des ressources humaines. Il s'avère que, généralement, la part destinée à financer les CRD est collectée par les Préfectures et gérée à cette échelle. Les élus des conseils communautaires sont souvent mal préparés et peu formés pour assumer leurs fonctions. Divers programmes d'appui ont été mis en œuvre pour remédier à cet état de fait ⁴.
- 14 Un autre problème important provient du chevauchement de compétences entre les autorités administratives nommées par le gouvernement et les instances élues nées de la décentralisation. Les préfets jouissent toujours d'un pouvoir important et les sous-préfets, qui auraient dû disparaître avec la décentralisation, sont des concurrents directs des CRD. Du côté de l'organisation de l'Etat, les services déconcentrés (santé, éducation, agriculture, etc.) sont rattachés directement à l'autorité préfectorale, mais nommés par leurs structures nationales respectives.
- Les groupements d'éleveuses et d'éleveurs en haute Guinée ouest : histoire et identité Mise en place des groupements ⁵
- 15 Les groupements d'éleveurs, puis d'éleveuses, sont nés d'une intervention volontariste du projet qui a participé à la définition et à la mise en place de la politique nationale en matière d'appui à l'élevage.
- 16 Aux premiers contacts avec les autorités villageoises, succèdent des réunions d'information et de discussions puis, différentes activités sont mises en place ⁶. Les formations spécialisées et l'ensemble des actions n'interviennent qu'après la formalisation du groupement, c'est à dire la constitution d'un fond de roulement, l'existence d'au moins vingt membres ⁷ et le choix d'un bureau (président, trésorier, secrétaire).
- 17 Les groupements d'éleveurs comptent en moyenne 34 membres et s'étendent sur deux ou trois villages. Les groupements d'éleveuses couvrent une aire géographique souvent plus restreinte (un village ou un quartier) et comptent environ 19 membres. Ces moyennes recouvrent certaines disparités puisque chez les hommes, le nombre de membres va de 11 à 110 et chez les femmes de 8 à 34.
- 18 La première activité des groupements est la constitution d'une caisse obtenue par cotisation des membres. Cet argent sert de fond de roulement pour la mise en place d'un stock villageois de médicaments vétérinaires et d'intrants pour le bétail. Le projet dote chaque groupement de matériel permettant de commencer les activités en santé animale : seringues, pulvérisateurs, pinces à castrer etc. Progressivement, les groupements s'impliquent dans l'organisation de campagnes de vaccination du bétail et la réalisation de champs collectifs destinés à augmenter leur fond de roulement. Puis les groupements initient de nouvelles activités : crédit en argent ou en nature, achat et vente de céréales, acquisition de matériel de transformation (décortiqueuse à arachide) ou construction de petites infrastructures (magasins).
- 19 En l'absence de cadre juridique pour les organisations agricoles, les groupements sont reconnus par la direction nationale de l'élevage.
- Groupements et structures préexistantes ⁸
- 20 Les groupements se créent dans un milieu largement organisé ⁹. A ce titre, il est intéressant d'étudier autour de deux exemples quels rapports *existent* entre les groupements et les structures préexistantes, avec quelles conséquences en terme de représentation des "éleveurs" ¹⁰.

- 21 Les deux cas présentés montrent deux situations différentes en terme d'impact des rapports sociaux sur la structure et le fonctionnement des groupements. Situations qui semblent largement observables sur la majorité des groupements.

Le haut et le bas, les groupements de Mossoko

- 22 Mossoko est un village Malinké de la Préfecture de Dinguiraye, situé à une quarantaine de kilomètres de Bissikrima.

- 23 Des rapports sociaux inscrits dans la topographie :

- 24 Dès que l'on aborde Mossoko, la disposition des concessions offre au regard une image des rapports sociaux qui structurent le village. Sur la colline, autour de la mosquée, se rassemblent les cases des Sylla (fondateurs du village), Syllala. En bas, à proximité du petit marché, on trouve Fouako (village des anciens captifs).

- 25 Mossoko est de création récente. Les Sylla habitaient dans les années 20-30 le village de Dankania à quelques kilomètres de l'actuel village. Suite à des dissensions (au sujet des impôts et/ou des femmes), le village a éclaté. Une partie de la population est allée créer le village de Dibamba à proximité de Bissikrima, tandis que les autres venaient s'installer à Mossoko, à proximité de leurs captifs de Fouako.

- 26 Plus anciennement, les Sylla, la famille dominante de Mossoko, étaient des marabouts originaires d'un village au nord de Siguiri, du côté de la frontière guinéo-malienne. D'origine noble, la famille Sylla a gardé des liens étroits avec ses anciens captifs, principalement les Camara qui habitent Fouako.

Voir dessin en annexe

- 27 Mossoko comprend donc deux secteurs : en haut Syllala, en bas Fouako. Le fondateur de Mossoko a eu deux fils, aujourd'hui décédés : Alpha Amadou et Fodé Bakary dont sont issus deux lignages, celui des Alpha-Amadouya et celui des Fodébakarya. Il en résulte une compétition perpétuelle entre les deux familles concernées. A l'heure actuelle, les Fodébakarya, dont un des fils est "diamantaire" ¹¹ et a financé la mosquée, représentent la famille "la plus en vue", la famille "qui a réussi". Un des fils de cette famille est d'ailleurs président du district. De plus l'Imam actuel est aussi un Fodébakarya.

- 28 Le quartier de Syllala compte aussi d'autres familles et notamment des Sylla cordonniers (garanké) un peu en marge, de part leur statut, par rapport aux autres Sylla. Vit aussi à Syllala une famille Mara installée plus récemment et originaire de Kissidougou (à 300 km au sud-est en direction de la Guinée forestière). Elle ne semble pas avoir de relations d'allégeance aux Sylla.

- 29 Le quartier de Fouako est habité par de nombreuses familles, dont principalement les Camara, griots des Sylla. Traditionnellement, les griots étaient utilisés comme "missionnaires". Quand les Sylla avaient un message à envoyer à l'extérieur, ce n'est

pas un de leurs fils qu'ils envoyaient, mais leur griot. Les Camara sont aussi originaires de Kissidougou. D'autres familles habitent à Fouako, dont certaines sont considérées comme d'anciens captifs (Mara de Fada près de Faranah, Fofana de Diguilin sur une montagne proche, Keïta originaires de Saramoussaya, sur la route de Mamou, sont forgerons), d'autres semblent être des familles venues plus tardivement.

- 30 Le groupement d'éleveurs : un équilibre précaire :
- 31 Un président "missionnaire"
- 32 L'existence à Mossoko de deux familles régnantes a dû poser un problème de choix lorsqu'il a fallu choisir un président, lors de la formalisation du groupement en 1991. Face à la nécessité de ne pas favoriser un lignage Sylla plutôt qu'un autre, c'est Caoba, chef de famille Cam ara qui a été désigné. Au-delà de la nécessité d'un consensus, le choix du griot comme président est révélateur du rôle attribué au groupement. Rappelons-nous que le griot est celui que l'on envoie quand on a un message à transmettre à l'extérieur. A ce titre, le choix de Caoba Camara montre que le groupement est considéré comme une véritable interface de communication du village avec l'extérieur, notamment le projet.
- 33 Fort naturellement, les autres responsabilités ont été distribuées entre les deux lignages Sylla : le gestionnaire de feux est un Fodébakarya, tandis que le trésorier est un Alpha-Amoudouya. Le choix des auxiliaires d'élevage permet de satisfaire l'ensemble des secteurs de Mossoko.

Légende :

MG fonction dans le groupement d'éleveurs (en caractères grisés), MG fonction dans le groupement d'éleveuses (en caractères gras)

GF1 premier gestionnaire de feux, GF2 deuxième gestionnaire de feux, etc.

Voir dessin en annexe

- 34 Le choix d'un nouveau responsable est aussi révélateur de l'équilibre recherché. Lorsque le groupement a dû nommer un nouveau trésorier, suite aux détournements de fond opérés par le premier, il a été choisi dans le même lignage. La situation a été la même pour le gestionnaire de feu qui avait fui suite à des affaires de vol de bétail.

- 35 Par contre, le poste de magasinier semble être considéré comme moins stratégique, puisqu'il est passé successivement d'un lignage à l'autre, pour échoir récemment à Sadjó Mara, choisi aussi comme délégué en zootechnie.
- 36 Pour la gestion des feux, le projet avait demandé dans un premier temps de nommer un seul responsable. Dans bien des cas, ce fut un "vieux", choix reflétant l'importance accordée à la gestion du terroir villageois. Mais le rôle de gestionnaire de feu implique de courir la brousse, ce qui posait des problèmes pratiques à certains responsables. Face à cette situation, le projet a proposé de nommer un responsable-adjoint chargé de parcourir la brousse tandis que le premier gestionnaire restait maître des décisions (en concertation avec les sages du village). Il n'est pas surprenant de constater que ce rôle de gestionnaire-adjoint a été attribué à un Kaba de Fouako.
- 37 Un président sans pouvoir
- 38 Le statut du président, ancien captif, griot, "missionnaire", en fait un président aux faibles pouvoirs. Le groupement de Mossoko se caractérise par une situation contradictoire. D'une part, c'est un groupement qui d'une certaine façon marche bien. Presque toutes les familles du village ont un membre dans le groupement, et de nombreuses personnes mettent en application les conseils prodigués par le projet au travers de formations. Le groupement a institué l'obligation de vaccination pour les animaux devant constituer le troupeau collectif du village en saison sèche. Le secrétaire du groupement a mis en place avec l'association des jeunes un système de surveillance du bétail pour limiter le vol. Le dispositif semble efficace, puisqu'en peu de temps le prix de la viande de bœuf est passé à Mossoko de 800 à 1500 FG.
- 39 A l'inverse, le fond de roulement du groupement n'a pas évolué en six ans. Suite aux détournements, ou bien redistributions, successifs opérés par le trésorier, avec l'assentiment des notables du village, les 150 000 FG ¹² de départ sont restés au même niveau. Dans le même temps, d'autres groupements ont multiplié leur fond de roulement par deux, trois ou quatre. Ces détournements de fonds n'ont pas empêché le groupement de continuer à fonctionner, mais en limitent probablement beaucoup le dynamisme.
- 40 La tension entre les deux grandes familles Sylla explique peut-être les problèmes observés dans le groupement : les trésoriers sont des Alpha-Amoudouya, dont on a vu qu'ils étaient en perte de vitesse à l'heure actuelle.
- 41 D'autres problèmes ont vu le jour, qui trouvent aussi peut-être leur origine dans ce conflit latent : une digue a été construite en 1996 pour créer une mare permanente en saison sèche. La porte a été ouverte et la mare vidée en pleine saison sèche. L'année suivante, le feu était mis sur une zone qui avait été mise en défens. En 1997, le groupement fait un emprunt au Crédit Rural pour réaliser une unité d'embouche ovine. Le trésorier, détenteur de la somme, a préféré acheter des céréales plutôt que des moutons, malgré les protestations du président. Le feu s'est déclaré dans la concession brûlant les céréales et le reste de l'argent. Un doute subsiste aux yeux des autres membres du groupement sur le fait que l'argent ait réellement brûlé.
- 42 Un secrétaire particulier
- 43 Un autre élément à retenir du groupement de Mossoko est la figure du secrétaire-auxiliaire d'élevage-alphabétiseur. Fils de la famille des Fodébakarya, il est la seule personne de cette génération (35-45 ans) à réellement émerger. Sa fonction dans le groupement vient du fait qu'il a "fait les bancs" plus longtemps que beaucoup

d'autres, et qu'il peut donc assumer les fonctions de secrétaire et d'alphabétiseur, ce qui nécessite de savoir lire et écrire. Au-delà des ces responsabilités, il est une des personnes réellement dynamiques dans le groupement. C'est lui qui a organisé les jeunes pour lutter contre le vol du bétail (en dépit, ou parce que, un certain nombre de ses oncles ont été impliqués dans des affaires de vol du bétail).

- 44 Il cumule plusieurs fonctions dans le groupement, mais celles-ci restent des fonctions d'exécution, sans pouvoir décisionnel important. C'est une situation classique, dans une société où le pouvoir réel est toujours détenu par les "vieux". Hors des limites du village, ce pouvoir des anciens ne s'exerce plus aussi nettement, et il n'est pas étonnant que l'on retrouve le secrétaire alphabétiseur au poste de président de la coordination sous-préfectorale des groupements d'éleveurs(euses). Ainsi, seule la sortie hors du village permet à un "jeune" d'accéder à des fonctions de responsabilité.

Recherches d'alliance et émergence des jeunes, les groupements de Senkounia

- 45 Le village de Senkounia se trouve à quelques kilomètres de la route nationale qui relie Bissikrima et Kouroussa. Ce village s'insère dans deux entités géographiques, elles-mêmes incluses l'une dans l'autre : l'entité la plus large est le *Brin*, dont les Keïta sont les familles d'origine. En son sein, existe le *Balia*, peuplé principalement de Camara.

- 46 Dans cet ensemble, Senkounia est un petit village fondé par les Condé. Puis sont venus s'y installer les Camara. Par la suite, chaque *kabila*¹³ a fait venir une nouvelle famille qui reste sa protégée :

- Les Kourouma sont les protégés des Camara
- Les Keïta sont les protégés des Condé

- 47 Les Condés, le pouvoir traditionnel

- 48 En tant que fondateurs du village, les familles Condé détiennent les pouvoirs coutumiers (chef de village) et l'influence religieuse (Imam et maître coranique). Ces familles comptent de nombreuses personnes influentes pour ce qui touche aux décisions importantes dans le village.

- 49 Les Camara, l'élite économique

- 50 Les familles Camara sont très nombreuses à Senkounia et représentent le pouvoir économique dans le village. Leurs troupeaux sont les plus importants. En plus de ce pouvoir économique, la fonction de chef de secteur (pouvoir politico-administratif) leur échoit systématiquement.

- 51 Forgerons et féticheurs, les Kourouma

- 52 Familles protégées des Camara, les Kourouma se distinguent par leurs talents de forgeron, de chasseurs et de féticheurs. Ils ont bénéficié de l'appui des Camara et représentent aujourd'hui un pouvoir économique non négligeable.

- 53 En marge du village, les Keita

- 54 Les Keïta sont numériquement la *kabila* la moins bien représentée dans le village. En fait, il est possible de distinguer seulement deux familles. L'appui dont ils bénéficient de la part des Condé, dont ils sont aussi les *sanakos*¹⁴, est leur seul atout.

- 55 Le jeu subtil des alliances : le groupement d'éleveurs :

- 56 Au départ, un certain nombre de paysans étaient membres du groupement d'éleveurs de Sanicia, chef-lieu de district, à quelques kilomètres de Senkounia. Il s'agissait entre autre de trois jeunes, amis d'enfance, issus des trois familles Camara, Keïta et

Kourouma. Les activités se développant, les ressortissants de Senkounia ont décidé de créer un groupement dans leur village.

- 57 X Camara, ayant déjà commencé à suivre la formation pour être magasinier et auxiliaire d'élevage, a proposé à Y Kourouma d'être président du groupement de Senkounia et à Z Keïta d'en être le trésorier. Les responsabilités actuelles dans les groupements d'éleveurs et d'éleveuses sont représentées dans le graphique ci-dessous.

Voir dessin en annexe

- 58 Les Condés sont totalement exclus des groupements d'éleveurs et d'éleveuses. Les trois autres *kabilas* se partagent les différentes responsabilités des deux groupements.
- 59 Il est possible de décrire la constitution des ces groupements en faisant l'hypothèse suivante d'un renforcement de la position des Camara qui ont su s'appuyer sur leur alliance avec les Kourouma et attirer à eux une partie des Keïta. Dans le groupement d'éleveurs, les Camara n'occupent pas de poste stratégique (président, trésorier, gestionnaire de feux), mais, d'une certaine manière, ce sont eux qui ont placé les personnes des autres *kabilas* qui occupent leur fonction actuelle. Les Camara ont tout de même le poste de représentant du groupement à la coordination sous-préfectorale. Néanmoins, ils n'hésitent pas à envoyer un Kourouma les y représenter. La proximité de ces deux *Kabilas* a joué à fond dans la "récupération" du groupement.
- 60 La *Kabila* des Keïta est constituée seulement de deux familles. L'une d'elle a reçu un certain nombre de fonctions importantes. Tout semble s'être passé comme si les Camara avaient su détacher cette famille de l'emprise des Condé, leurs protecteurs naturels, afin de renforcer leur position vis-à-vis de la famille fondatrice du village. En échange, cette famille Keïta a non seulement récupéré des postes stratégiques, mais aussi a pu bénéficier des formations techniques (auxiliaires d'élevage, alphabétiseur).
- 61 Les Condé, n'ayant pas pris au sérieux le rôle que pouvaient jouer les groupements, se retrouvent les grands perdants. Les Camara ont su trouver les appuis suffisants pour s'imposer sans se heurter de front avec la famille fondatrice du village. Détenteur d'un cheptel important, ils ont compris très vite l'intérêt du groupement d'éleveurs et des ses retombées. Aujourd'hui, toute arrivée d'une équipe de vaccination extérieure est prise en main par le groupement, sans lequel aucune intervention ne peut se faire. Or, cette équipe de vaccination qui aura tendance à s'adresser au chef de secteur (un Condé) sera renvoyée directement sur le président du groupement (un Kourouma).

- 62 Un incident récent montre l'évolution des rapports de force. La coordination sous-préfectorale de Sanguiana (dont le groupement de Senkounia est membre) avait décidé que la plaine séparant Sanicia de Senkounia ne serait plus cultivée et laissée au pâturage des animaux. Le feu y était donc proscrit en saison sèche. Tous les habitants de Senkounia ont donc décidé de transférer leurs champs de l'autre côté du village. Seul un Keïta de la famille restée attachée aux Condé a refusé cette décision, et, défrichant son champ ¹⁵, il a mis le feu à la zone mise en défens. Il a pensé pouvoir transgresser l'interdiction, fort du soutien des Condé. Mais, face à l'intervention du groupement de Senkounia, du chef de district membre de la coordination sous-préfectorale et du chef de cantonnement forestier, il a été condamné à payer une amende (un taureau de quatre ans et 5 000 FG). La protection des Condé n'est plus suffisante.
- 63 Les professionnelles de l'élevage : le groupement d'éleveuses :
- 64 Le groupement d'éleveuses se répartit de façon un peu similaire sur les trois *kabilas* qui ont constitué le groupement d'éleveurs. De la même façon, les Condé en sont absents.
- 65 Cependant, la configuration chez les femmes est un peu différente de celle observée chez les hommes. En effet, les postes stratégiques du groupement d'éleveuses sont occupés par les Camara. Les deux autres familles ayant hérité des fonctions d'auxiliaires d'élevage, de magasinieres et de "leader". Tout se passe comme si dans le groupement d'éleveuses, les Camara n'avaient pas eu besoin de redistribuer les postes importants pour consolider leur alliance. En fait, le groupement d'éleveuses relève surtout des alliances traditionnelles, Camara-Kourouma. En effet, le seul poste de responsabilité occupé par les Keïta (leader), l'est par une femme Camara mariée à un Keïta.
- 66 En fait, les femmes Camara étaient déjà nombreuses dans le groupement d'éleveurs avant que le groupement d'éleveuses ne se formalise. L'une d'elle était déjà auxiliaire d'élevage. Les Camara possèdent beaucoup d'animaux. Ceux-ci sont souvent en majorité possédés par les femmes, ce qui explique leur motivation à s'impliquer successivement dans les deux groupements. Fort naturellement, les familles Camara jouent aujourd'hui un rôle majeur dans le groupement d'éleveuses.
- 67 Senkounia l'émergence des jeunes :
- 68 Un des éléments les plus marquants concernant les groupements de Senkounia est la jeunesse de ses membres. Même le bureau est composé de personnes n'ayant pas plus de trente-cinq ans, ce qui est très rare dans les groupements d'éleveurs.
- 69 Peut-être cette situation a-t-elle été permise par le fait que le groupement s'est constitué en se détachant d'un groupement né dans un autre village. Les jeunes ont pu s'impliquer dans un premier temps dans le groupement de Sanicia, sans que les vieux de Senkounia ne puissent y faire jouer leur influence. Fort de l'expérience acquise, ils ont pu s'imposer comme responsables du groupement quand celui-ci s'est formalisé à Senkounia.
- 70 Peut-être est-ce aussi la même raison qui fait que la création de ce groupement a pu être l'occasion d'une certaine recomposition des pouvoirs au sein du village.
- 71 Le groupement de Senkounia est aujourd'hui une organisation dynamique, et l'éviction en douceur de la famille fondatrice du village n'a pas entraîné de blocage. Les décisions importantes sont toujours prises en présence de toutes les personnes influentes du

village, notamment les Condé. Mais les trois autres familles ont su donner un poids suffisant au groupement pour que sa légitimité soit reconnue.

Eléments de synthèse et d'analyse

- 72 Après plus de sept ans de travail avec ces groupements, il est possible de faire un certain nombre de constatations :
- 73 Les groupements sont nés d'une intervention extérieure
- 74 Le discours du projet a été clair : "Si vous voulez que le projet travaille avec le village, créez un groupement". Par la suite, toutes les actions du projet sont passées par l'intermédiaire du groupement. La formalisation des groupements relève d'une politique nationale de l'élevage, ce qui renforce d'autant plus l'influence exogène.
- 75 Les groupements reflètent largement les rapports sociaux qui existent dans les villages
- 76 Les postes stratégiques sont, dans la majorité des cas, partagés par les familles dominantes. Par contre, comme dans l'exemple de Senkounia, ces postes peuvent être récupérés par des familles non dominantes, lorsque le groupement se crée dans un contexte où les pouvoirs sont en réaménagement.
- 77 Un sens du consensus est respecté, c'est-à-dire que les postes importants (présidents, trésoriers et gestionnaires de feux) sont répartis entre les grandes familles.
- 78 Les postes "politiques" sont plutôt détenus par les "vieux", les fonctions d'exécution étant confiées à des plus jeunes.
- 79 Les femmes n'ont jamais pu avoir de rôles importants dans les instances de décision des groupements d'éleveurs, même lorsqu'elles ont été à l'origine de leur création. D'où la démarche du projet d'appuyer la formalisation des groupements d'éleveuses.
- 80 Le groupement n'est pas vu par les paysans comme une structure fermée, réservée à quelques "initiés". Au contraire, c'est une structure à la frontière perméable, organisée en cercles concentriques (décision, participation, services).
- 81 Les conflits ou problèmes qui apparaissent dans les groupements reflètent souvent des conflits sociaux préexistants dans le village.
- 82 A ce double titre, les groupements apparaissent comme des *interfaces de communication* entre le village et le projet dans un premier temps, les autorités administratives, techniques et politiques par la suite.
- 83 Les groupements sont plus des associations villageoises, avec une spécificité technique floue, que des organisations professionnelles agricoles. A ce titre, ils sont susceptibles de prendre en charge des tâches n'ayant que peu de rapport avec l'élevage : crédit, contacts extérieurs.
- 84 Les groupements sont aussi des espaces d'autonomie et de prise de décisions pour certaine catégorie de population qui sont habituellement écartés des lieux de pouvoir :
 - Chefs de famille encore jeunes (40-45 ans)
 - Femmes
- 85 Ils servent aussi de tremplin pour l'acquisition de responsabilités hors du village pour des personnes qui n'auront pas accès avant longtemps aux instances de pouvoir dans le village même.
- 86 Reflet des rapports sociaux, les groupements ne provoquent pas de bouleversements importants. Cependant, ils ne sont pas sans influence, comme en témoigne cette phrase

souvent répétée : "Avec les groupements, les gens se parlent plus et s'entraident" (Dasnière & Bouy 1997b).

Groupements et services techniques : des stratégies qui vont de l'accompagnement à la résistance

- 87 Intervenant dans le domaine de la santé animale et de la gestion des terroirs, les groupements se trouvent rapidement en interaction avec les services déconcentrés de l'Etat : postes vétérinaires et cantonnements forestiers.

Postes vétérinaires

- 88 La formation des auxiliaires d'élevage et des éleveurs(euses), la capacité des groupements à s'approvisionner eux-mêmes en médicaments, ¹⁶ a radicalement changé les relations entre les villageois et les postes vétérinaires. Ceux-ci ont perdu de leur pouvoir à partir du moment où les éleveurs n'ont plus été entièrement dépendants d'eux pour soigner leurs animaux. Cette perte de pouvoir se traduit aussi en perte d'argent, les auxiliaires d'élevage effectuant maintenant des actes que seuls les chefs de poste effectuaient auparavant ¹⁷.

- 89 A l'inverse, les éleveurs sont aujourd'hui conscients de l'intérêt qu'ils ont à vacciner régulièrement, et dans ce sens, l'activité du projet a facilité le travail des fonctionnaires de l'Etat. Comme nous l'avons souligné précédemment, les actions du projet se sont inscrites dans une politique nationale que les autorités déconcentrées ne pouvaient qu'approuver. Celles-ci ont tout de même du mal, après quarante ans d'un encadrement administratif omniprésent, à accepter que certaines choses leur échappent ; une véritable révolution culturelle doit s'opérer en leur sein et le processus est forcément lent, comme le montre la citation suivante : "Mais d'autres groupements pensent qu'ils n'ont plus rien à faire avec l'administration, alors que rien ne devrait lui échapper" (Dasnière & Bouy 1997b).

- 90 La complexité de cette situation se traduit par des stratégies diverses de la part des chefs de poste vétérinaire. Certains ont bien compris l'évolution actuelle et vont appuyer le travail des groupements tout en préservant certains avantages. A ce titre, un chef de poste est particulièrement en pointe, puisqu'il a mis en place de véritables relations contractuelles avec les auxiliaires d'élevage. Un autre a bien compris que plus les auxiliaires d'élevage vaccinent d'animaux, meilleurs sont les résultats à présenter à sa hiérarchie. Un autre n'a jamais eu peur de la concurrence des auxiliaires d'élevage, car il fournissait déjà un service de proximité efficace et peu coûteux aux éleveurs.

- 91 A l'inverse, certains chefs de poste ont développé une stratégie de résistance, soit en ignorant complètement l'existence des groupements et des auxiliaires d'élevage, soit en essayant d'imposer par autorité leur présence. Ainsi, en est-il de l'un qui voulait rendre obligatoire une vaccination faite par lui à son tarif, en dénonçant ceux qui refusaient à la sous-préfecture. Face à cela, les groupements ont semblé plier à ces exigences, mais ont remis l'argent des vaccinations au sous-préfet, provoquant un conflit entre ces deux agents de l'administration.

Feux de brousse et coupes de bois

- 92 Pour les chefs de cantonnement, la formation des gestionnaires de feux s'est, elle aussi, traduite par une perte de pouvoir et d'argent. En effet, passé la date du 31 décembre, tout feu en brousse est interdit. Lorsqu'il s'en déclare sur le terroir d'un village, le responsable est soumis à une amende du cantonnement forestier. Si le coupable n'est pas trouvé, l'amende frappe le village entier et elle est de fait plus élevée. Des villageois accusaient même certains chefs de cantonnement de mettre le feu, pour pouvoir

toucher l'amende. Cela n'a jamais été prouvé mais montre l'état d'esprit que pouvait créer cette situation conflictuelle.

- 93 Dès qu'un village commence à gérer les feux, ils deviennent beaucoup plus rares. Avec la pratique des feux précoces, la constitution de pare-feux et le contrôle social exercé par le village, l'apparition des feux tardifs est plus sporadique. Il n'y a plus d'amendes... De fait, la répression exercée par le cantonnement forestier s'est orientée vers les coupes de bois abusives, motivant les villages à acquérir des formations et à s'organiser pour mieux gérer les coupes.
- 94 Comme les chefs de postes vétérinaires, les cantonnements forestiers trouvent aussi un intérêt dans l'action des comités de gestion de terroir. Certains l'ont clairement exprimé au cours des réunions : leur travail est facilité. Et là encore, la diminution des feux tardifs et les actions de reboisement sont favorables au cantonnement forestier concerné.
- 95 Face à cette situation, les stratégies des cantonnements forestiers vont de l'accompagnement à la résistance.

Groupements et CRD

- 96 Il est fréquent que des présidents de districts, voire des élus du conseil communautaire, soient membres de groupements d'éleveurs et actuellement, les conflits sont rares entre ces deux types de structures. Cependant, l'émergence des groupements sur la scène locale peut les mettre en situation de concurrence avec les autorités politiques ou administratives, soit par rapport à l'aide extérieure, soit dans la redistribution de taxes locales. Toutefois, à l'échelle du groupement, il y a peu de relations, car CRD et groupements n'interviennent pas à la même échelle territoriale.
- 97 L'apparition des coordinations sous-préfectorales des groupements d'éleveurs-(euses) a par contre changé les relations avec les CRD.
- #### Coordinations, CRD et services déconcentrés
- Les coordinations sous-préfectorales des groupements d'éleveurs et d'éleveuses
- 98 Suite à une réunion qui s'est tenue au niveau national sur le statut (très controversé) des auxiliaires d'élevage en présence de l'ordre vétérinaire et de la direction nationale de l'élevage, les représentants de groupements présents ont compris que l'accès au médicament vétérinaire était aussi un enjeu politique. Au cours de cette réunion, l'ordre vétérinaire a essayé "d'ôter" aux auxiliaires le droit d'utilisation d'un certain nombre de médicaments (vaccins telluriques, trypanocides), qu'ils jugent, stratégiquement et financièrement, importants.
- 99 Dès le retour de la réunion, les représentants des groupements ont fait un compte-rendu de la réunion dans l'ensemble des groupements, les invitant à se constituer en coordinations sous-préfectorales, pour être mieux armés dans les négociations. Rapidement, toutes les sous-préfectures ont vu naître leurs coordinations.
- 100 Leurs premiers objectifs ont concerné l'organisation des campagnes de vaccination et de tatouage, la lutte contre le vol du bétail, la gestion des marchés à bétail, l'organisation de zones de pâtures.
- 101 A la lecture de ces objectifs, il apparaît clairement que les coordinations ont rapidement dépassé le problème du statut des auxiliaires d'élevage ¹⁸ pour s'intéresser à des préoccupations locales. Les formations de leaders ainsi que les réunions de concertation organisées par le projet (Dasnière & Bouy 1997b) ont permis aux membres

des groupements de discuter, de partager leurs expériences et de comprendre qu'ils commencent à représenter un groupe aux intérêts et à l'identité commune.

102 L'aspect intéressant de ces coordinations est la "spontanéité" de leur naissance. Aucune intervention du projet n'a été nécessaire. celui-ci intervient en aval de leur émergence afin de leur apporter un appui spécifique en fonction de leurs objectifs.

103 D'emblée, les coordinations se sont inscrites dans un contexte local où coexistent des intérêts occultes et puissants (perception des taxes, collusion de l'administration dans les affaires de vol de bétail etc.). D'ailleurs, les membres des coordinations ont rapidement perçu cette dimension : "Mais les coordinations, c'est politique !" a dit l'un d'eux.

Changement d'échelle, changement de nature...

104 Les groupements constituent la base sociale des coordinations sous-préfectorales. Cette relation n'empêche pas que ces deux structures soient de nature radicalement différente, comme le montre le tableau ci-dessous :

	Groupements	Coordinations
Echelle	Un ou plusieurs villages	Sous-préfecture
Composition	Interface des structures préexistantes	Emergence de nouveaux "leaders"
Rôle	Reconnaissance, service et captation	Négociation
Espace	Local	Filière

105 Des rôles différents peuvent ainsi être assumés par les divers niveaux d'une organisation fédérative.

106 Les coordinations se sont trouvées positionnées au niveau sous-préfectoral, leur permettant d'entrer en négociation/concurrence avec deux types de pouvoir :

- Pouvoir politique (les CRD), né de la décentralisation.
- Pouvoir administratif et technique (services déconcentrés de l'Etat, c'est-à-dire poste vétérinaire et cantonnement forestier).

107 Rapidement, la question du financement et de leur fonctionnement s'est posée, car il était impossible d'avoir recours aux financements classiques des groupements (cotisations, champs collectifs). Plusieurs solutions ont vu le jour :

- Cotisations des groupements : elles ont été instituées sans trop de difficultés, mais restent de toute façon insuffisantes pour assurer un fonctionnement viable des coordinations.
- La récupération de taxes prélevées sur la filière élevage à l'échelle sous-préfectorale (marchés à bétail, aires d'abattage). Une seule coordination est bien avancée à ce niveau. Ce moyen est susceptible de fournir régulièrement des sommes non négligeables.

108 Il est intéressant de détailler le cas de la coordination de Fadou-Saba qui a négocié un accord de cogestion pour un parc de commercialisation du bétail construit avec l'appui du projet.

Coordinations et décentralisation : négociations autour de la répartition des taxes
Situation locale

- 109 La coordination de Fadou-Saba se situe dans la sous-préfecture de Cisséla (Préfecture de Kouroussa). Cisséla a la particularité d'être une très grande sous-préfecture ¹⁹ et présente deux pôles : un pôle administratif (Cisséla) où sont localisés CRD, sous-préfet et services techniques déconcentrés, et un pôle économique (Fadou-Saba) dont le marché est un des quatre grands marchés à bétail de la Haute-Guinée. L'importance de ce marché a justifié la nomination d'un chef de poste vétérinaire pour l'attribution des certificats zoosanitaires ²⁰. Alors qu'aucune infrastructure n'existe pour parquer les animaux, ce qui rend le contrôle des certificats de propriété très difficile, la CRD de Cisséla perçoit néanmoins une taxe de stationnement et de chargement pour chaque animal. Cette taxe génère des revenus non négligeables.
- 110 Ayant eu connaissance que, dans d'autres régions de la Guinée, des coordinations de groupements cogèrent les parcs de commercialisation du bétail, celle de Fadou-Saba a demandé au projet un appui financier pour la construction d'un parc (enclos et quai de chargement). Le projet a donné son accord de principe à condition qu'un contrat de cogestion soit signé avec la CRD et le chef de poste vétérinaire. La coordination a donc entamé des négociations avec ces différents partenaires.

Acteurs enjeu

- Chef de poste vétérinaire : Il n'a rien à perdre dans cette négociation, dans la mesure où la taxe prélevée sur le certificat zoosanitaire continuera à lui revenir dans son intégralité. De plus, son supérieur hiérarchique (chef de la section préfectorale des ressources animales) a toujours appuyé les groupements dans leurs démarches.
- CRD : C'est elle qui bénéficie de la taxe, et la négociation avec la coordination implique, s'il y a accord, qu'elle lui en cède 20% ²¹. Comme il n'est pas possible de savoir si la présence d'un parc est susceptible d'augmenter le montant des taxes perçues par un meilleur contrôle des animaux, la CRD est donc en position de force, d'autant plus qu'elle possède la légitimité des urnes.
- Le sous-préfet : Il est difficile de connaître son rôle dans cette négociation, ne sachant quelle est sa position par rapport aux bénéfices générés par le marché.
- Coordination : Bien que reconnue par les autorités techniques, le point faible de la coordination est sa faible représentativité. Même si elle compte une dizaine de groupements, ceux-ci ne couvrent pas encore tous les villages. Elle dispose d'un atout de poids dans la mesure où elle est maître d'œuvre de la construction du parc, financé à 80% par le projet (le reste provenant du travail réalisé par les membres des groupements). Un autre atout provient de la personnalité de son président. Celui-ci est un homme d'un certain âge, qui fut autrefois chauffeur de locomotives à Conakry. C'est un homme posé, maîtrisant bien le français et les règles qui déterminent les relations avec l'administration (et les projets).

Négociation

- 111 Dès le début de la négociation, le président du district (élu) de Fadou-Saba, membre de l'un des groupements, a appuyé la coordination. Cet appui a pour origine, en grande partie, la rivalité qui oppose Cisséla et Fadou-Saba. Cisséla envie depuis toujours le rôle économique prépondérant que joue Fadou-Saba dans la sous-préfecture.
- 112 Du fait de cet antagonisme ancien, la négociation a été longue et difficile. Il a fallu plusieurs réunions, et la médiation du sous-préfet pour aboutir à un accord. En fait, il semble que la coordination appuyée par le projet, les services techniques déconcentrés et le district possédaient beaucoup plus d'atouts que la CRD.

- 113 Cet exemple montre qu'autour d'un enjeu assez simple, la cogestion d'un parc à bétail, les rapports de forces et oppositions qui se nouent ont des origines complexes et multiples.
- 114 Sur le même sujet mais dans une autre sous-préfecture, Dialakoro, la négociation entre coordination et CRD n'a pas abouti. A Dialakoro, le chef de poste vétérinaire est depuis longtemps en conflit avec les groupements (cf. page 76). Quant au président de la coordination, c'est un homme plutôt jeune. Au cours de la négociation, une alliance entre le secrétaire communautaire ²² (CRD) et le chef de poste vétérinaire s'est nouée, permettant d'opposer une fin de non recevoir à la coordination.
- Conclusion
- 115 Dans le cas présenté ici, la mise en négociation de trois types d'acteurs à l'échelon local (organisations d'éleveurs et d'éleveuses, services techniques, structures de la décentralisation) est encore balbutiante étant donné l'apparition récente des coordinations, ainsi que toutes les incertitudes touchant aux rôles et aux capacités des CRD.
- 116 Néanmoins, différents enseignements peuvent être tirés de cet exemple.
- 117 L'échelle géographique est un élément capital pour permettre une mise en négociation d'acteurs. Les coordinations sont situées à une échelle idéale pour rencontrer aussi bien les services techniques déconcentrés que les instances élues dans le cadre de la décentralisation. Avant cela, les groupements individuellement avaient peu de motifs et de légitimité pour de telles négociations. L'apparition récente des unions préfectorales devrait ouvrir de nouveaux espaces de concertation/négociation. En effet, à ce niveau se retrouvent les directions des services déconcentrés ainsi que la Préfecture qui représente un élément fort du pouvoir politique central (à cette échelle, les structures de la décentralisation ne semblent pas représentées).
- 118 La conduite des négociations ne se fait pas en référence avec les attributions respectives des différentes instances. Le résultat de ces négociations est plus le reflet d'un rapport de force à un moment donné, influencé par des alliances ponctuelles et fluctuantes, plus déterminées par des relations individuelles que par une légitimité des structures. Cette situation est liée à l'absence de définition opérationnelle des rôles respectifs de services de l'Etat, des élus locaux et des organisations professionnelles agricoles et au fait que le partage des attributions se traduit en terme d'enjeux pour ce qui est de l'accès à certaines ressources financières.
- 119 Il est clair que dans le cas présenté, la présence d'un projet "derrière" les coordinations représentait un atout considérable, aussi bien par les capacités acquises par les leaders aux cours des formations, que par les possibilités financières du projet mises à la disposition de la coordination pour la réalisation de certaines infrastructures.
- 120 Cependant, il est évident que la reconnaissance officielle des groupements d'éleveurs et d'éleveuses par la direction nationale de l'élevage ²³ a été un élément indispensable pour donner une légitimité aux coordinations dans la discussion sur le parc à bétail.
- 121 A l'inverse, les coordinations ne peuvent prétendre qu'à une légitimité de représentation partielle du milieu "professionnel" dont elles sont censées avoir émergé. Dans certains cas les groupements ne couvrent qu'un nombre réduit de villages de la sous-préfecture.
- 122 A ce stade, il est difficile de savoir si la structure très particulière des groupements (interface semi-autonome et représentative du village) joue un rôle dans la légitimité

des coordinations à négocier avec les élus locaux ou les services techniques. Dans le cas de Fadou Saba comme celui de Mossoko, il semble que ce soit plutôt la légitimité ou le manque de légitimité individuelle du représentant de la coordination qui ait influé sur les rapports de force.

BIBLIOGRAPHIE

- Bouy, M.** 1997. *L'appui à l'élevage en Haute-Guinée Ouest : bilan et perspectives*. Lyon : VSF (février).
- Dasnière, J. & M. Bouy** 1997a. *Associations villageoises ou organisations professionnelles agricoles : essai de typologie dans groupements d'éleveurs en Haute-Guinée Ouest*. Lyon : VSF (février).
- Dasnière, J. & M. Bouy** 1997b. *Implication des organisations paysannes dans la définition d'un nouveau programme en Haute-Guinée Ouest*. Lyon : VSF (mai).
- Dasnière, J. & M. Bouy** 1998a. *Les groupements en Haute-Guinée Ouest, histoire, structure et pouvoirs*. Lyon : VSF (document provisoire, juillet).
- Dasnière, J. & M. Bouy** 1998b. *Professionnalisation ou émancipation, les groupements d'éleveuses*. Lyon : VSF (mars).
- Jacob, J.P. & P. Lavigne Delville** 1994. "Introduction". In : Jacob, J. P. & P. Lavigne Delville (dir.) *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, Paris, APAD-Karthala-IUED : 7-21.
- Maurin, S.** 1993. *Les groupements d'éleveurs : démarche de VSF Guinée dans l'appui à l'émergence d'organisations paysannes*. Lyon : VSF (mai).
- Robert, S.** 1996. "Quelques Réflexions sur la décentralisation et le développement démocratique en Guinée : Le cas d'un projet pilote d'appui aux collectivités décentralisées". In : Cahiers du GEMDEV 24 (Paris) *L'Etat en Afrique : indigénisations et modernités*, colloque du 18-19 mai 1995, 103-113.
- Tachez, C.** 1996. *De la gestion des feux de brousse à la gestion de terroir*. Lyon : VSF Quillet).
- Toukara, M.** 1996. "La décentralisation en République de Guinée". In : *Décentralisation et expériences concrètes de modernisation de l'administration africaine*, actes du colloque organisé par l'Institut d'Administration Publique de l'ENA de Tunis, juin 96 : 39-49.

NOTES

- 1.Ce projet s'est déroulé au sein de deux programmes financés par l'Union Européenne (7^{ème} FED) : Programme de Développement Rural de la Haute-Guinée et Programme Haute-Guinée Ouest.
- 2.L'entraide universitaire pour le développement a été fondée pour permettre à des techniciens sans emploi de participer au développement du pays. Ainsi, l'équipe d'animateurs(trices) compte des zootechniciens, des géographes, des forestiers. De ce fait, et compte tenu de l'un des objectifs de VSF, le transfert de compétences à un

partenaire du sud et des objectifs de l'EUPD, l'intervention des services techniques déconcentrés n'a pas été nécessaire.

3. Communautés rurales de développement.

4. A titre d'exemple, on peut citer le projet PARC (Projet d'Appui au Renforcement des Collectivités décentralisées), financé par l'ACDI et mis en œuvre par le CECI.

5. Pour de plus amples développements, cf. Dasnière et Bouy (1997a) et Maurin (1993).

6. Ce premier travail avec les villageois permet à chacun de se connaître. Il laisse le temps au village de s'organiser et de former un groupement en toute connaissance de cause. Toutefois, si au bout d'un an, environ, il ne s'est rien passé en matière d'organisation, le projet quitte purement et simplement les villages concernés.

7. Ces deux conditions sont uniquement imposées aux groupements d'éleveurs.

8. Sur ce thème, on pourra consulter Dasnière & Bouy (1998a et 1998b).

9. "(...) La capacité des membres à se mobiliser n'est pas, en soi, une garantie de motivation et (...) le discours unitaire ne suffit pas à leur faire éviter des conflits dont la matière préexiste à la création des associations modernes (...) : conflits entre hommes et femmes, aînés et cadets, querelles entre agnats, litiges à propos du foncier et du pouvoir". (Jacob & Lavigne Delville 1994 : 16).

10. Le terme éleveur est mis entre guillemet dans la mesure où, en Haute-Guinée Ouest, les paysans sont à la fois agriculteurs et éleveurs.

11. Personne qui a fait fortune soit dans les diamants soit dans tout autre type de commerce.

12. Cette situation peut être analysée d'un autre façon. En effet, la somme de 150 000FG constituait l'un des préalables pour la reconnaissance officielle d'un groupement d'éleveurs. Il semble que Mossoko ait interprété ces préalables comme les termes d'un contrat entre le village et le projet. C'est donc en fonction de ce contrat que le groupement maintient les 150 000FG dans la caisse et met en œuvre toutes les activités proposées. En ce sens, il devient difficile de dire s'il y a détournement ou redistribution et à quel niveau cela se situe. Le cas de Mossoko est particulièrement éclairant pour l'opérateur de développement que nous sommes. Pour les uns, les villageois, le contrat est clair alors que pour les autres, les agents de développement, le non accroissement du fond de roulement est ressenti comme une remise en cause de leur travail d'accompagnement.

13. Lignage.

14. Parenté à plaisanterie.

15. L'année précédente, il avait pu s'acheter un vélo avec les amendes payées par les propriétaires d'animaux qui avaient provoqué des dégâts dans son champ. Cette année, il avait annoncé à tout le monde que, grâce au même système, il s'achèterait une mobylette.

16. Depuis 1995, le projet a appuyé l'installation d'un vétérinaire privé sur la zone d'intervention.

17. Certains actes, notamment l'administration d'antibiotiques et les vaccinations contre la péripneumonie contagieuse bovine, sont interdites aux auxiliaires d'élevage.

18. Les négociations autour de la législation du médicament vétérinaire et du statut des auxiliaires d'élevage relèvent plus de structures de niveau national.

19. Cette situation explique qu'il se soit constitué deux coordinations sur la sous-préfecture de Cisséla.

20. Ces documents doivent obligatoirement accompagner les animaux durant leur transport.

21.Cc montant de 20% a été définie par "jurisprudence" sur la base des accords passés par une coordination en Moyenne-Guinée

22.Le secrétaire communautaire est nommé par le préfet pour apporter un appui au conseil communautaire élu. Or, il n'est pas rare que ceux-ci dépassent largement leurs attributions. Dans le cas présent, la question est celle de la place des collectivités décentralisées.

23.En l'absence de statut juridique des organisations professionnelles agricoles

AUTEURS

MICHEL BOUY

VSF (Vétérinaires sans frontières) 14, avenue Berthelot F-69361 Lyon cedex 07 (France).
Tél.+33 (0)478697959 Fax. +33 (0)478697956 - vsf@globenet.org

JO DASNIÈRE

Léo de Bosdarros, F-64800. Tél. +33-(0)5 5971 2602

FLORENT LOUA

Entraide Universitaire Pour le Développement (EUPD), BP 2058 Conakry (Guinée). Tél.
+224 - 41 14 50